



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 3 mai 2024

Une mascarade de concertation pour un projet d'école-caserne

Ce vendredi 3 mai, sur commande du Président de la République et du Premier ministre, la ministre de l'Éducation nationale a décidé de lancer une grande concertation sur l'autorité pour tenter de décliner, à l'école, les principes énoncés par Gabriel Attal lors de son discours de Viry-Châtillon. [SUD éducation avait dénoncé avec force les relents passésistes de ces annonces du Premier ministre](#), qui mettaient en avant la soumission, la punition, la peur et la criminalisation précoce.

L'orchestration du lancement de cette concertation, consistant en un discours liminaire de Nicole Belloubet puis en une présentation des enjeux par trois spécialistes du climat scolaire, a bien mis en évidence le grand écart entre, d'une part, la posture d'une ministre sous tutelle chargée de mettre en œuvre une politique éducative avant tout répressive et, d'autre part, les conclusions des expert-es qui ont tour à tour dénoncé la surenchère des mesures disciplinaires, pointé l'importance de la médiation par la langage, souligné l'enjeu de faire de l'école un lieu du refus de la violence, mis en avant l'approche du « soutien aux comportements positifs » et insisté sur le besoin élevé de formation des enseignant-es en France.

De manière à la fois provocatrice et désabusée, le ministère semble donc assumer de promouvoir des mesures culpabilisantes et punitives, qui sont totalement à rebours des enseignements de la recherche en matière de climat scolaire. Alors que la réflexion sur l'école et les travaux scientifiques montrent que c'est l'approche préventive, la médiation, le dialogue, la formation des personnels et la valorisation des comportements positifs des élèves qui portent leurs fruits, le ministère est résolu à mettre en avant le programme répressif de Gabriel Attal, tissé de mesures iniques et dangereuses. Pour l'école, la déclinaison de cette feuille de

Fédération SUD éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



route semble d'ailleurs écrite d'avance et les échanges annoncés par la ministre relèvent de la parodie de concertation : les rectors ont dix jours (dont seulement trois jours ouvrés) pour rendre leurs synthèses et le dialogue social avec les organisations syndicales doit tenir sur cinq jours ouvrés.

La violence à l'école ou aux abords de l'école, le harcèlement, le climat scolaire sont des sujets suffisamment graves pour qu'on prenne la peine d'en discuter sérieusement, en prenant le temps d'analyser la situation et d'écouter à la fois les professionnel·les de l'éducation et les chercheurs·ses qui ont travaillé sur cette question. **SUD éducation dénonce la mascarade de concertation qui est organisée par le ministère pour cautionner la mise en œuvre d'une politique répressive aux relents réactionnaires. SUD éducation se tiendra aux côtés des personnels qui refusent la politique maltraitante de tri social et le projet d'école-caserne du gouvernement.**

Pour SUD éducation, l'école doit être un lieu d'émancipation individuelle, intellectuelle et sociale, dans lequel des enfants se préparent à devenir des adultes et c'est bien à l'institution scolaire qu'il revient de tout mettre en œuvre pour accompagner les enfants, les aider à développer leur autonomie, leur apprendre à réguler leurs conflits par la parole et les amener à prendre en charge les enjeux de fonctionnement collectif. Tout cela suppose des moyens à la fois financiers et humains pour offrir aux élèves un cadre de travail accueillant et sécurisé, avec un accompagnement par des personnels formé·es et en nombre suffisant.